

Journée internationale des personnes handicapées : investissons dans la solidarité !

Paris, le 3 décembre. L'année 2025 s'achève avec un goût amer. Alors que nous aurions dû célébrer les 15 ans de la ratification de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) par la France, le constat est sans appel : leurs droits et ceux de leurs proches continuent d'être bafoués. A l'approche de la journée internationale des personnes handicapées ce 3 décembre, le Collectif Handicaps et le CFHE appellent toute la société à se mobiliser pour un avenir plus juste, solidaire et inclusif.

Notre société ne cesse d'échouer à garantir la pleine participation sociale des personnes en situation de handicap : les inégalités se creusent, les discriminations perdurent et l'accès aux droits reste un parcours du combattant pour des millions de citoyennes et citoyens. Entre stigmatisation et discours de rejet, la cohésion sociale et le bien vivre ensemble sont attaqués de toute part. L'effondrement du principe de solidarité engendre une violation des droits fondamentaux, régulièrement dénoncée par les instances internationales : accès limité aux soins, à l'école, à l'emploi, à la culture, à un revenu digne, rupture de parcours ou défaut d'accompagnement notamment pour les personnes vivant avec un handicap complexe, soutien insuffisant aux aidants, etc.

Au premier rang de ces défaillances, l'État, qui devrait être le garant de l'égalité des droits, poursuit sa logique de désengagement. Les politiques publiques peinent à garantir les conditions d'une vie autonome et librement choisie. Les discours et les actes sont à la restriction budgétaire et aux dispositifs de contrôle renforcé... Or, la casse de notre modèle social menace directement la mise en œuvre des droits garantis par la CDPH. Sans un renforcement de la solidarité nationale, il sera impossible de garantir à toutes et tous un niveau de vie digne, un accès équitable aux services publics et une participation citoyenne pleine et entière.

Cette situation alarmante n'est pas propre à la France. Au niveau européen, le constat est similaire : les grandes déclarations d'intention demeurent trop souvent des affichages politiques sans réelle traduction budgétaire. La Stratégie européenne relative aux droits des personnes handicapées ne produit pas suffisamment d'effets concrets, faute de moyens, d'outils de contrôle et d'une véritable volonté politique. Au moment où l'Union européenne s'apprête à faire de nouvelles propositions pour la deuxième phase de la mise en œuvre de cette Stratégie, sur la période 2026-2030, il est plus nécessaire que jamais d'investir dans une Europe sociale forte pour faire respecter les droits humains.

Le Collectif Handicaps et le CFHE appellent à un sursaut politique. Parce qu'une société qui laisse de côté certains de ses membres est une société qui renonce à progresser, nous demandons à ce que les droits humains deviennent enfin le point de départ et la boussole de toutes les politiques publiques. Ne laissons plus les pouvoirs publics produire l'injustice qu'ils sont censés combattre.

Contacts presse :

Axelle Rousseau : axelle.rousseau@collectifhandicaps.fr | 06 30 68 66 60

Farbod Khansari : farbod.khansari@cfhe.org | 06 88 02 33 15